

## PROPOSITIONS DES CANDIDATS CONCERNANT L'EUROPE ET LA MONDIALISATION

### 1. FRANÇOIS BAYROU

**François Bayrou** souhaite une réponse systémique à la crise européenne, par la **création d'un mécanisme garantissant la validité des engagements publics** et par la voie d'une **mutualisation des dettes publiques** de façon à ce que « *les titres de dette des Etats les plus fragiles soient échangeables contre des titres de dette à taux modéré de pays à l'économie plus solide* ». Il appelle à une entente franco-allemande et à une solidarité au sein de la zone euro en cette direction. Il rejette la voie du protectionnisme européen mais prône des relations équilibrées et loyales au sein du système commercial et monétaire mondial.

### 2. FRANÇOIS HOLLANDE

François Hollande souhaite que l'Union européenne se dote d'un « *fonds de stabilisation puissant, simple et rapide dans son utilisation,...seul moyen de décourager la spéculation et de redonner de la stabilité, aux Etats, au système bancaire et aux entreprises* ».

Le 9 novembre 2011, lors d'une rencontre avec un groupe d'économistes, François Hollande a relevé les impasses de la gouvernance européenne et mondiale face à la crise et développé deux types de propositions :

- Des propositions qui visent à donner « une nouvelle impulsion à la régulation mondiale » :
  - **Réglementation des produits financiers dérivés excluant leur usage spéculatif**, avec de possibles mesures françaises unilatérales.
  - **Transparence des opérations financières**, en coupant les relations des banques avec les paradis fiscaux et avec les acteurs financiers de l'ombre qui ne travaillent pas sur les marchés organisés.
  - **Taxation des transactions financières**, à l'initiative des pays européens volontaires.
  - **Réforme du système monétaire international**, en mettant la pression commerciale et monétaire sur la Chine.
  
- Des propositions destinées à assurer la viabilité de la zone euro :
  - **Doter davantage le Fonds européen de stabilité financière (FESF)**, par des moyens européens.
  - **Permettre à la Banque Centrale Européenne (BCE) d'acheter une partie de la dette des Etats victimes de la spéculation**, à condition qu'ils ne soient pas « *considérés comme n'ayant pas respecté la discipline budgétaire* ».
  - **Mettre en place les Eurobonds**, de pair avec « *l'acceptation d'une gouvernance budgétaire au sein de la zone Euro* ».
  - **Améliorer la gouvernance européenne par « une unité de commandement »**, sous l'égide du Président du Conseil européen qui absorberait la présidence de la Commission et par la mise en place d'un Trésor européen, chargé non seulement de tâches de surveillance mais aussi de l'impulsion d'une politique de croissance.

François Hollande a annoncé son intention de **renégocier le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire** (établi dans sa version définitive lors du Conseil européen du 30 janvier 2012) qui sera signé en mars. Il souhaite y **ajouter des objectifs** (l'action pour la croissance) **et des outils** (les Eurobonds) aujourd'hui absents du traité. Il s'engage en

même temps sur l'adoption d'une loi de programmation des finances publiques, « *extrêmement précise* », sur le retour à l'équilibre des comptes publics, à la fin 2017.

### 3. EVA JOLY

Eva Joly met en avant la nécessité d'une option fédérale, en proposant la création d'un Trésor européen et le recours aux euro-obligations. Elle souhaite une **modification du statut de la BCE** afin que celle-ci puisse acquérir des titres publics dès leur émission. Elle envisage un **audit public des dettes publiques**, en vue d'examiner les modalités de leur restructuration. Elle annonce la décision unilatérale de la France de **séparer les banques de dépôt et les banques d'affaires**.

Lors du quatrième congrès du Parti Vert Européen, qui s'est tenu du 11 au 13 novembre à Paris sous le slogan « Vers une Europe sociale, fédérale et unie », Eva Joly a développé ses propositions européennes sur deux plans :

- Les mesures pour faire face à la crise européenne :
  - La **mutualisation des dettes** par un marché obligataire européen des Eurobonds, et la **création d'un Trésor européen** pour gérer ces Eurobonds et superviser la convergence fiscale des Etats membres.
  - Un **plan européen « crédible » pour mettre fin au secret bancaire, aux paradis fiscaux et à l'évasion fiscale**, au moins à l'intérieur du Marché commun.
  - Une **révision du plan d'austérité imposé à la Grèce**, avec « *des objectifs et un échéancier plus réalistes, et une meilleure répartition des efforts* ».
  - Un « **grand emprunt européen** » qui mette « *l'Europe sur la voie de la transition écologique : éducation, formation, réseaux de transports, technologies vertes, infrastructures énergétiques, recherche à grande échelle et projets scientifiques* ». La **création d'un « pôle industriel européen »** serait aussi un projet majeur et prioritaire relevant d'un financement européen commun.
- L'ouverture du chantier de « *la légitimité et de la démocratie européennes* », y compris par la réforme des traités :
  - **Equilibrer l'amélioration de la gouvernance économique par celle du « contrôle démocratique »**, en particulier « *redonner tout son pouvoir et sa place centrale au Parlement Européen pour qu'il ne soit pas seulement l'accompagnateur des décisions européennes mais pour qu'il en soit l'acteur et le moteur* ».
  - **Relancer un « véritable » processus constituant**, pour « *doter l'Europe d'une Constitution digne de ce nom – c'est-à-dire d'un texte court et compréhensible par tous, commun à tous les Européens, rappelant les valeurs et les projets qui les unissent, décrivant les institutions et les droits qui les régissent et donnant une substance à la citoyenneté européenne qui reste pour l'instant une fiction* ». Ce texte serait à ratifier par un référendum européen à la double majorité des Etats et des citoyens.
  - **Remplacer le Pacte de Stabilité par un « Pacte de Solidarité Ecologique et Sociale »**, qui impulse « *une véritable politique de l'emploi et de la baisse des inégalités* ».
  - **Instaurer une « préférence sociale et environnementale »** pour réguler les échanges internationaux et favoriser les échanges de proximité.

### 4. MARINE LE PEN

Marine Le Pen propose **une sortie de la zone euro et de la monnaie unique, concertée avec l'Allemagne, et un retour aux monnaies nationales**. Elle juge que l'euro devrait être conservé comme une monnaie commune, à l'instar de l'ancien Ecu. Ce retour à la souveraineté monétaire nationale irait de pair avec un effort en direction d'un système monétaire international basé sur un

étalon « polymétallique » et avec l'introduction de contrôles des flux de capitaux. Marine le Pen s'oppose à la recapitalisation des banques d'affaires et au sauvetage des Etats défaillants, opérations jugées « *à fonds perdus* ». Les banques défaillantes seront mises en liquidation judiciaire et rachetées à leur valeur de marché par l'Etat, afin de sauver les dépôts.

Dans un discours prononcé le 19 novembre pour lancer son projet présidentiel, Marine le Pen annonce la création d'un « ministère des Souverainetés » qui sera « *doté d'un poids politique fondamental* » et « *chargé de coordonner la renégociation des Traités européens [et] de restaurer notre souveraineté nationale dans l'ensemble des domaines où elle a disparu* ». Cette proposition participe à une vision géopolitique fondée sur « *l'avènement d'une Europe des Nations* » et « *la formation d'une Union paneuropéenne des Etats souverains incluant la Russie et la Suisse et respectant le statut de neutralité, le droit national, la fiscalité nationale* », en laissant en dehors la Turquie.

Outre le retour à la souveraineté monétaire et à la politique monétaire nationale, le projet présidentiel lancé le 19 novembre prévoit aussi :

- **Le retour à la maîtrise des frontières**, « de préférence au sein d'une association libre d'Etats européens partageant la même vision et les mêmes intérêts sur des sujets tels que l'immigration ou les règles devant régir les échanges extérieurs et la circulation des capitaux ».
- **La relance des grands projets européens innovants** « *au service des peuples, bâtis à partir de partenariats volontaires, comme l'ont été Ariane ou Airbus décidés, faut-il le rappeler, en dehors des institutions communautaires* ».
- **Une contribution nette de la France au budget européen nulle** « *afin de dégager des marges pour le soutien notamment de notre agriculture* ».

## 5. JEAN-LUC MÉLENCHON

Jean-Luc Mélenchon refuse la soumission aux options des conservateurs allemands, révélatrices d'un « *modèle allemand vieillissant et rentier* ». Il s'élève contre le « *fédéralisme autoritaire* » et la « *souveraineté limitée* » imposés aux Etats. Une majorité d'Etats est à constituer « *pour imposer à la Banque centrale européenne de prêter directement aux Etats à taux réduit* ». Le **rachat par la BCE de la totalité des dettes des pays en difficulté** est aussi proposé. Le risque d'inflation est considéré comme secondaire et soutenable. Le relais devrait être rapidement pris par la relance de l'activité via la hausse des salaires et la reconversion écologique de l'activité.

Jean-Luc Mélenchon considère, sur son blog, l'accord européen du 9 décembre 2011 ouvrant la voie au traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (qui sera signé en mars 2012) comme « *un tournant dans l'histoire de la construction européenne* », de nature à la fois « *autoritaire* » et « *austéritaire* ». Il considère qu'il s'agit d'une « *illusion mortelle : un modèle économique pourrait devenir une constitution politique* ». Il juge que cette « *usine à gaz* » sera vite dépassée par les événements.

## 6. NICOLAS SARKOZY

Nicolas Sarkozy, en tant que président de la République en exercice, éprouve les avantages et les inconvénients d'être dans l'action. Comme acteur majeur des négociations européennes, il peut se prévaloir d'œuvrer activement à la solution des problèmes, de négocier dur avec ses homologues européens (en premier lieu la chancelière allemande) et de faire avancer, tant bien que mal, des

dispositions politiques, institutionnelles et financières susceptibles, enfin, d'enrayer la crise. En contrepartie, il peut se faire reprocher de n'être pas parvenu à faire partager des options initialement défendues par la France (comme la transformation du Fonds Européen de Stabilité Financière en une véritable banque disposant de l'accès aux refinancements de la BCE) et d'engager, à reculons, le pays sur la voie d'une rigueur imposée, révisée à la hausse au fur et à mesure que grandit la probabilité de déclassement de la dette publique française.

Dans un [entretien au Monde](#) du 13 décembre 2011, Nicolas Sarkozy considère l'accord européen du 9 décembre 2011 ouvrant la voie au traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (qui sera signé en mars 2012), dont il est l'un des artisans, comme l'acte de « *création d'une authentique gouvernance économique* », qui porte remède aux défauts de création de l'euro et repose sur la responsabilité conjointe des chefs d'Etat et de gouvernement : « *il s'agira d'un exercice partagé de la souveraineté par des gouvernements démocratiquement élus* ».